

JOINT STATEMENT

A strong and democratic Canada depends on human rights

June 29, 2026 – Ottawa, Ontario – Canadian Association of Statutory Human Rights Agencies (CASHRA)

Together, the heads of Canada’s human rights commissions at the federal, provincial and territorial level issue the following statement:

The start of the summer brings numerous celebrations that provide opportunities to reflect on who we are, the diverse communities we belong to, and the values that bring us together. These shared values and our collective sense of identity matter especially in moments of pressure and uncertainty.

Canada is navigating a period of profound economic and social strain. Global uncertainty, rising income inequality, and a sustained cost-of-living crisis are pushing more people into poverty, food insecurity, and homelessness. At the same time, communities are confronting an increase in hate and intolerance. These intersecting pressures are acutely felt by those who experience systemic barriers and discrimination –for example, Indigenous Peoples, Black and other racialized communities, people with disabilities and 2SLGBTQIA+ communities.

Across the country, Canada’s human rights commissions are seeing how economic insecurity, inaccessible systems and discrimination intersect. Rights become fragile when people lack the basic conditions for dignity in their everyday lives.

These realities remind us that rights are defined not only by what is guaranteed in law, but by whether people can meaningfully exercise those rights in their daily lives. Human rights are not abstract ideals reserved for stable times. They are the foundation that sustains democratic societies, especially in moments of pressure and uncertainty.

Human rights are foundational to sustaining democratic societies and the rule of law. Canadians understand this. According to [StatsCan’s most recent study](#) on social and democratic values, 86% of Canadians agree that human rights have a social and democratic benefit. Canada’s diversity is about far more than demographics. It reflects a commitment to full, safe, and equal participation, and to a lived reality of belonging.

We must bolster and protect human rights everywhere — in schools, workplaces, housing, health care, public services, places of worship, online spaces, and community life.

Protecting human rights is a shared responsibility. It requires strong institutions, and it requires each of us to make human rights real in daily life — through how we speak, how we listen, how we challenge discrimination, and how we help make the places we share safer, fairer, and more inclusive.

Canada has an important road ahead. Meeting this moment requires a renewed commitment to the values that define us. By strengthening human rights protections and translating them into real-world outcomes, we can build a stronger Canada — one grounded in dignity, equality, reconciliation, and justice for all.

-30-

Helpful links

- [About CASHRA](#)
- [Contact a Commission](#)

Media Contacts

Canadian Human Rights Commission

Media relations

613-943-9118

communications@chrc-ccdp.gc.ca

Note: Media requests will be assigned to the respective human rights commission, as needed.

Stay Connected

Follow the Canadian Human Rights Commission on [social media](#).



Canadian Association of
Statutory Human Rights Agencies
Association canadienne des
commissions des droits de la personne

Ébauche : Déclaration conjointe

Un Canada fort et démocratique passe par le respect des droits de la personne

Le 29 juin 2026 – Ottawa, Ontario – Association canadienne des organismes de défense des droits de la personne (ACCCDP)

Les dirigeants des commissions des droits de la personne du Canada aux niveaux fédéral, provincial et territorial publient conjointement la déclaration suivante :

Le début de l'été est marqué de nombreuses célébrations qui offrent l'occasion de réfléchir à qui nous sommes, aux communautés diverses auxquelles nous appartenons et aux valeurs qui nous unissent. Ces valeurs communes et notre sentiment d'identité collective revêtent une importance particulière dans les moments de tension et d'incertitude.

Le Canada traverse actuellement une période de profondes tensions économiques et sociales. L'incertitude mondiale, l'augmentation des inégalités de revenus et une crise persistante du coût de la vie poussent davantage de personnes vers la pauvreté, l'insécurité alimentaire et l'itinérance. Parallèlement, les communautés sont confrontées à une montée de la haine et de l'intolérance. Ces pressions qui se recoupent sont particulièrement ressenties par celles et ceux qui sont confrontés à des obstacles systémiques et à la discrimination – par exemple les personnes autochtones, noires et autres communautés racisées, les personnes en situation de handicap et les communautés 2ELGBTQIA+.

Partout au pays, les commissions canadiennes des droits de la personne constatent comment l'insécurité économique, l'inaccessibilité des systèmes et la discrimination s'entrecroisent. Les droits deviennent fragiles lorsque les personnes ne disposent pas des conditions fondamentales nécessaires à la dignité dans leur vie quotidienne.

Ces réalités nous rappellent que les droits ne se définissent pas seulement par ce qui est garanti par la loi, mais aussi par la capacité des personnes à exercer ces droits de manière concrète dans leur vie quotidienne. Les droits de la personne ne sont pas des idéaux abstraits réservés aux périodes de stabilité. Ils constituent le fondement sur lequel reposent les sociétés démocratiques, en particulier dans les moments de tension et d'incertitude.

Les droits de la personne constituent le fondement des sociétés démocratiques et de l'État de droit. Les Canadiens et Canadiennes en sont conscients. Selon la [dernière étude de Statistique Canada](#) sur les valeurs sociales et démocratiques, 86 % des Canadiens et Canadiennes



Canadian Association of
Statutory Human Rights Agencies

Association canadienne des
commissions des droits de la personne

reconnaissent que les droits de la personne ont un intérêt social et démocratique. La diversité du Canada va bien au-delà des simples données démographiques. Elle reflète un engagement en faveur d'une participation pleine, sûre et égalitaire, ainsi qu'un réel sentiment d'appartenance.

Nous devons renforcer et protéger les droits de la personne partout : dans les écoles, en milieu de travail, dans le logement, les soins de santé, les services publics, les lieux de culte, les espaces en ligne et la vie communautaire.

La protection des droits de la personne est une responsabilité partagée. Elle nécessite des institutions solides et exige de chacun et chacune d'entre nous que nous donnions vie aux droits de la personne dans notre quotidien — par nos paroles, notre écoute, notre lutte contre la discrimination et notre contribution à rendre les lieux que nous partageons plus sûrs, plus justes et plus inclusifs.

Le Canada a un long chemin à parcourir. Pour relever ce défi, nous devons renouveler notre engagement envers les valeurs qui nous définissent. En renforçant la protection des droits de la personne et en la traduisant en résultats concrets, nous pouvons bâtir un Canada plus fort — un Canada fondé sur la dignité, l'égalité, la réconciliation et la justice pour tous et toutes.

-30-

Liens connexes

- [Qui nous sommes](#)
- [Contactez une commission](#)

Coordonnées pour les médias

Commission canadienne des droits de la personne

Relations avec les médias

613-943-9118

communications@chrc-ccdp.gc.ca

Remarque : Les requêtes médiatiques seront assignées à la commission des droits de la personne respective, si nécessaire.



Restez branché

Suivez la Commission canadienne des droits de la personne sur les [réseaux sociaux](#).